

## SIDÉRURGIE

Le leader mondial de l'acier a confirmé auprès des représentants syndicaux son intention de fermer l'aciérie et le train à billettes de l'usine mosellane. Le sidérurgiste brésilien Gerdau a proposé d'étudier une reprise, en vain.

# Fermeture partielle de Gandrange : ArcelorMittal passe en force

**M**algré la pression politique et la mobilisation des salariés, ArcelorMittal s'apprête à confirmer vendredi lors d'un comité d'entreprise (CE) la fermeture partielle de son usine de Gandrange. Dans une lettre, la direction du site mosellan adresse une fin de non-recevoir au contre-projet préparé par la CFDT et la CFE-CGC, qui visait à sauver les 600 postes menacés. « *Le courrier démonte point par point notre projet, s'insurge Edouard Martin, délégué syndical CFDT. Nous sommes écœurés, la direction préférerait mourir plutôt que se dédire.* »

Le leader mondial de l'acier n'a pas souhaité commenter dans le détail avant le CE extraordinaire du 4 avril. Un porte-parole a toutefois indiqué que le groupe restait « *engagé dans la durée à Gandrange* ». Sa décision vise à fermer l'aciérie et le train à billettes de l'usine. 575 emplois directs sont concernés (contre 595 initialement), pour lesquels la direction propose des solutions de départs

en retraite et des reclassements dans des usines voisines. Elle compte, en revanche, renforcer un laminoir et conserver près de 500 salariés, en investissant 10 millions d'euros de plus que prévu.

### Le brésilien Gerdau intéressé

Le contre-projet de la CFDT prévoyait une mise à niveau de l'outil industriel, une réorientation du carnet de commandes et un effort de formation. La colère syndicale est d'autant plus forte qu'ArcelorMittal n'a pas l'intention de se retirer des produits longs fabriqués à Gandrange, mais de transférer une partie de la production en Allemagne. L'autre projet alternatif, nourri par la CGT et les collectivités locales, celui d'une cession de l'ensemble de l'usine, a, lui aussi, échoué. Pour ArcelorMittal, Gandrange est « *une partie intégrante du groupe* ».

Une réunion a eu lieu vendredi dernier entre les services de Bercy et des représentants du sidérurgiste Gerdau, partis finalement

### Les dates clefs du dossier

**16 janvier 2008.** ArcelorMittal annonce aux syndicats son intention de supprimer, d'ici à avril 2009, 595 des 1.108 emplois de son aciérie de Gandrange.

**28 janvier.** Nicolas Sarkozy reçoit Lakshmi Mittal, le patron et actionnaire du leader mondial de l'acier, pour évoquer les suppressions d'emplois prévues sur le site lorrain. Celui-ci propose « *d'étudier des propositions alternatives viables avec les syndicats jusqu'au début avril* ».

**4 février.** En visite éclair à Gandrange, le président de la République assure que l'Etat est prêt à investir dans le site.

**14 mars.** La CFDT et la CFE-CGC présentent, devant le comité d'entreprise (CE), une contre-proposition au projet de la direction.

**29 mars.** Selon un élu CFDT, le groupe va confirmer son plan de fermeture partielle lors d'un CE.

les mains vides. Le groupe brésilien veut se renforcer dans les aciers longs et était prêt à étudier une reprise, au même titre d'ailleurs que l'homme d'affaires Romain Zaleski. Manifestement, cette rencontre n'a pas porté ses fruits, selon un conseiller de Jean Kiffer, le maire d'Amnéville, une des communes sur lesquelles l'usine est située. « *Nous allons réagir directement auprès du président de la République* », dit-il.

Avant les élections municipales, Nicolas Sarkozy avait politisé le dossier. Venu à Gandrange le 4 février, il avait déclaré qu'il voulait investir et faire avec l'usine ce qu'il avait fait avec Alstom... Le président de la République est donc l'ultime recours dans cette affaire. Pour le rappeler à ses promesses, les syndicats organisent une manifestation jeudi à Metz, devant la préfecture, la veille du CE de Gandrange. Sans changement d'ici là, le groupe lancera son plan social le 14 avril.

THIBAUT MADELIN